

## Le socialisme du “Bien Vivre”

Marseille, 25 aout 2017

### INTRODUCTION

Après avoir vécu non seulement une *crise* économique, sociale et démocratique, fruit du fondamentalisme néolibéral, mais aussi une crise de leaders et d'idées, une grande partie de l'Amérique Latine a réussi à s'éloigner du joug des technocrates obséquieux et de l'orthodoxie aveugle qui nous a mené à la ruine. Nous avons eu *l'audace* de penser à nouveau par nous-mêmes, à repenser notre propre notion de « l'économique et de la politique ». C'est ainsi qu'a surgi le Socialisme du Bien Vivre.

Le socialisme du Bien Vivre se nourrit de la *conjugaison* réflexive de plusieurs socialismes : le classique, le scientifique, mais aussi le socialisme agraire d'Emiliano Zapata, le socialisme *andin* du péruvien José Carlos Mariátegui, la Doctrine Sociale de l'Eglise, de la Théologie de la Libération, ainsi que de la longue histoire marquée par les luttes émancipatrices de nos peuples.

Le socialisme du Bien Vivre ne se réduit pas à des modèles, mais se base plutôt sur des principes. Nous rejetons les recettes toutes faites et les dogmes. La pire des erreurs, surtout si la gauche est au gouvernement est d'agir en fonction de ses fixations mentales, de ses expectatives idéologiques et non pas en fonction de la réalité.

Nous partageons avec le socialisme traditionnel le besoin de l'action collective, de l'importance du rôle de l'État, de la défense de ce qui est public face au *simplisme individualiste* ; de la recherche *permanente* et fondamentale de la justice dans *toutes* ses dimensions, unique manière d'atteindre la vraie liberté ; de la suprématie de l'être humain sur le capital ; et de l'importance de générer des valeurs d'usage, c'est-à-dire, des biens publics nationaux et globaux.

Le socialisme du Bien Vivre est l'héritier de toutes les meilleures manifestations du socialisme traditionnel, mais *s'y* confronte aussi avec courage et esprit critique, sans crainte de pensée, les dogmes que l'Histoire s'est elle-même chargée d'enterrer.

### L'ACTION COLLECTIVE ET LE RÔLE DE L'ÉTAT

Une des erreurs commises par la gauche traditionnelle a été celle de nier l'existence du marché. Les marchés sont une réalité économique. Mais il est sans doute bien différent de parler de sociétés AVEC un marché, que de sociétés DE marché, où les vies, les personnes et la propre société ne sont qu'une marchandise en plus.

La société ne peut pas exister en fonction des nécessités mercantiles, c'est le marché qui doit exister en fonction des nécessités sociales. Le marché est un magnifique serviteur, mais un très mauvais maître. C'est donc pour cela que sont indispensables l'action collective et un rôle adéquat de l'État pour gouverner le marché et le faire porter les fruits socialement désirés.

*Voici ce* que la droite traduit comme une limitation de la liberté. Pour eux, la liberté équivaut à la non intervention, alors que, pour nous, la liberté est la **non domination**. C'est-à-dire que nous cherchons à doter les individus de capacités et, en tant que société, à assumer le devoir de réguler les pouvoirs qui peuvent nous dominer.

Nous ne pouvons pas permettre qu'on nous vole le principe de liberté. Il n'est pas en contradiction avec la justice. De surcroît, dans des sociétés aussi inégales que les latino-américaines, c'est seulement à travers de la justice que nous arriverons à une vraie liberté.

Il est évident que tout est une question politique. La gauche doit revendiquer la politique. On nous présente la politique comme un monde nécessairement sombre, corrompu et méchant. Tout cela est une stratégie pour maintenir le statu quo et empêcher quelconque changement dans les relations de pouvoir. La satanisation du pouvoir politique en Amérique Latine est une stratégie pour immobiliser tout processus de changement, pour nous faire croire que nous n'avons pas besoin d'hommes politiques, mais seulement de managers.

Le développement est en essence, une question politique. C'est ensuite que viennent les questions techniques. Le problème fondamental réside dans qui détient le pouvoir dans une société : les élites ou les grandes majorités ? Le capital ou les êtres humains ? Le marché ou la société ?

Tout au long de son histoire, l'Amérique Latine a été dominée par des élites qui ont exclu les grandes majorités des bénéfices du progrès. Leur attitude rentière a même fait obstacle à un progrès majeur pour elles-mêmes. Aujourd'hui, à l'échelle mondiale, nous sommes dominés par les intérêts du grand capital, ce que j'appelle « L'empire du capital », particulièrement du capital financier.

C'est justement là que réside l'essence même de la Révolution Citoyenne : dans le changement des relations de pouvoir en faveur des grandes majorités. La transformation de l'État bourgeois dominé et au service d'une minorité, *dans un* État véritablement populaire, au service du bien commun et de l'intérêt général.

## **DÉCENNIE GAGNÉE**

Grâce à ce changement dans les relations de pouvoir, nous avons réussi à atteindre en Équateur ce que nous appelons la « décennie gagnée », c'est à dire un pays totalement différent de celui que nous avons reçu en 2006.

Nous avons doublé la taille de l'économie. Malgré deux années extrêmement difficiles et la *contrainte* de ne pas avoir de monnaie nationale, nous avons *atteint* un taux de croissance supérieur à la moyenne de la région latino-américaine. Nous sommes passés du statut de pays de rente basse à un pays de rente moyenne. De même, nous sommes passés d'un développement humain moyen à un développement humain élevé. Selon des études internationales nous sommes le pays qui a su le mieux profiter du boom pétrolier.

D'après la Commission Économique pour l'Amérique Latine, des Nations Unies (CEPAL), nous nous trouvons aujourd'hui parmi les trois pays les moins inéquitables de l'Amérique du Sud, alors que 10 ans auparavant nous nous trouvions parmi les pays les plus inéquitables. Nous avons aussi réussi à réduire de 16,5 points de pourcentage la pauvreté multidimensionnelle – c'est-à-dire la définition la plus complète de la pauvreté - ce qui équivaut à 1,8 millions d'Équatoriens qui sont sortis de la pauvreté. Nous pouvons nous vanter d'avoir attaqué les causes structurelles de cette pauvreté et non pas de l'avoir maquillée. La pauvreté s'est notamment réduite grâce à la croissance économique mais surtout grâce à la redistribution des revenus. Lors de la décennie précédente, avec le néolibéralisme, la croissance économique a

réussi à avoir un effet total de réduction de la pauvreté. Par contre, une plus grande concentration de la richesse a eu tendance à l'augmenter.

Le développement social a fait de grands pas en avant avec un système éducatif qui, d'après l'UNESCO est celui qui progresse le plus en Amérique Latine. En ce qui concerne l'infrastructure productive, nous sommes considérés comme le pays le plus avancé en voirie de la région, alors qu'auparavant nous étions parmi les pires. L'Équateur a réussi à atteindre la souveraineté énergétique. Aujourd'hui nous exportons de l'énergie, alors qu'avant nous en importions. De manière générale, nous avons une compétitivité systémique largement supérieure qu'il y a dix ans.

Nous avons aussi vécu une « décennie gagnée » en stabilité politique, en ce qui concerne l'institutionnalisation et l'efficacité de l'État et la solidité de notre démocratie. Avant notre gouvernement, nous avons connu 7 présidents dans l'espace de 10 ans, et aucun des 3 présidents élus n'a réussi à finir son mandat.

Le 24 mai 2017, lorsque j'ai laissé la Présidence de la République de l'Équateur, pour la première fois en vingt ans, un président élu passait le pouvoir à un autre président légitimement élu.

## **LA TEMPÊTE PARFAITE**

Lors des deux dernières années nous avons souffert ce que j'appelle la « Tempête parfaite » : le crash des exportations et une simultanée appréciation du dollar, monnaie d'utilisation nationale, combinaison qui détruit l'économie. Les dépréciations de la monnaie dans nos pays voisins ont atteint jusqu'à les 80% comme fut le cas de la Colombie, mais il nous a été impossible de répondre monétairement puisque nous n'avons pas de monnaie nationale.

Fin 2016, notre total d'exportations fut équivalent à 64% de la valeur correspondante en 2014, ce qui signifie une réduction d'à peu près 10 milliards de dollars, plus de 10% du PIB.

En ce qui concerne le niveau fiscal nous avons perdu près de 12,5% du PIB de revenus nets car nous avons été menés, pour la première fois dans notre histoire, à transférer des ressources fiscales pour que les entreprises pétrolières publiques ne fassent pas faillite. Nous avons aussi dû subir des verdicts légaux en faveur d'entreprises transnationales de pétrole, qui nous ont obligés à payer une sanction supérieure à 1% de notre PIB en quelques mois. Finalement nous avons fait face à la plus grande tragédie du pays depuis ces soixante-dix dernières années avec le tremblement de terre de 7,8 sur l'échelle de Richter, qui a secoué nos côtes le 16 avril 2016 et qui a coûté la vie de centaines de nos compatriotes ; réduisant les chiffres de croissance de 0,7% et produisant ainsi des pertes de plus de 3% du PIB. Ce séisme a eu plus de 4000 répliques, quelques-unes d'entre elles de plus de 6 sur l'échelle de Richter, c'est-à-dire comparables avec le tremblement de terre qui a détruit en août de l'année dernière la ville italienne d'Amatrice.

Jamais dans l'histoire de mon pays, nous n'avions cumulé autant de *chocs* externes négatifs en si peu de temps.

Peu avant le tremblement de terre, le Fond Monétaire International *prévoyait* un décroissement de 4,5%. Finalement nous avons réussi à terminer l'année 2016 avec 1,5% de décroissance. Le premier trimestre de 2017, l'économie de l'Équateur a crû de 2,6%, ce qui signifie que nous avons surmonté la récession en un temps record et avec des coûts minimes.

Lénine disait que la politique est de l'économie concentrée. Il est vrai que la politique dépend fortement de l'économie. Cependant, nous avons tellement fait ces dix dernières années que nous avons quand même réussi à gagner les élections dans un contexte de récession.

Le poids des mesures que nous avons dû prendre pour protéger le secteur externe et pour financer la reconstruction des zones dévastées par le tremblement de terre, sont tombées sur les plus riches. Lors des deux dernières années, malgré la décroissance économique, il n'y a pas eu d'augmentation des inégalités ni de la pauvreté, ce qui est inédit en Amérique Latine.

La droite et l'opposition à notre gouvernement ont argumenté que le succès du modèle équatorien est dû au boom des commodités, ce fameux boom qui aujourd'hui n'est plus une réalité.

Il est clair qu'il est plus facile de gouverner pendant les époques d'expansion que de récession, mais malgré cela, le modèle socialiste a eu plus de succès dans les deux cas. Le système de protection sociale mis en place lors de la dernière décennie, comme par exemple la santé gratuite, l'éducation gratuite, l'Université gratuite, et l'allocation chômage, ont défendu les droits des plus vulnérables pendant ces dures années.

## **RESTITUTION DU CONSERVATISME**

Pendant ce temps-là, que se passait-il au niveau régional ?

Une fois passée la longue et triste nuit néolibérale des années quatre-vingt-dix, qui a plongé dans la faillite plusieurs nations dont l'Équateur, et à partir du moment où Hugo Chavez a gagné les élections au Venezuela en 1998, les gouvernements de droite et soumis aux pouvoirs de toujours, ont commencé à tomber comme des châteaux de cartes, laissant place, tout au long de notre Amérique, aux gouvernements populaires du socialisme du Bien Vivre.

Lors de son apogée en 2009, des 10 pays qui composaient l'Amérique du sud, 8 d'entre eux étaient gouvernés par la gauche, en plus de El Salvador, avec l'arrivée du Front Farabundo Martí, le sandinisme au Nicaragua, Manuel Zelaya en Honduras et Alvaro Colom en Guatemala.

Dans des pays comme El Salvador, le Guatemala, ou le Paraguay avec Fernando Lugo, ce fut la première fois dans leur histoire que la gauche arrivait au pouvoir, dans ce dernier cas mettant fin à plusieurs siècles de bipartisme.

En mai 2008 naît l'UNASUR, Union des Nations Sud-Américaines, et, en février 2010 se crée la CELAC, Communauté des États Latino-américains et des Caraïbes, avec 33 membres. Des 20 pays latins qui composaient la CELAC, 14 d'entre eux étaient gouvernés par la gauche, c'est à dire 70 %.

La première partie du 21ème siècle fait sans doute partie des « années gagnées ». Les progrès économiques, sociaux et politiques ont été historiques et ont surpris le monde entier. Et tout ceci dans un environnement de souveraineté, de dignité, d'autonomie, et de présence dans la région mais aussi dans le monde entier.

Il est évident que cette situation a joui d'une conjoncture mondiale favorable en ce qui concerne les prix des matières premières, base des exportations sud-américaines. La grande différence est que cette richesse a été réinvestie pour le Bien Vivre de nos peuples.

L'Amérique Latine n'a pas vécu une époque de changements, mais plutôt un véritable changement d'époque, qui a aussi bouleversé substantiellement l'équilibre géopolitique de la région. C'est pourquoi, il était indispensable pour les pouvoirs factuels et les pays hégémoniques, de mettre fin à ces processus de changement.

En 2002, le gouvernement d'Hugo Chavez a déjà dû supporter une tentative de coup d'État. Depuis 2008, la droite a intensifié ses tentatives anti-démocratiques d'en finir avec les gouvernements progressistes, comme en Bolivie en septembre 2008, au Honduras en 2009, en Équateur en 2010 et au Paraguay en 2012. Toutes ces atteintes à la démocratie ont été contre des gouvernements de gauche, et deux ont abouti, au Honduras et au Paraguay.

Peu à peu, les réactions de droite se sont consolidées, avec une stratégie et collaboration internationale, avec la complicité des médias, et surtout en tirant profit des circonstances économiques adverses à partir de la deuxième moitié de 2014.

Il ne s'agit plus seulement d'une tentative de restitution du conservatisme, comme je les ai appelées deux ans auparavant, par rapport aux coalitions de la droite jamais vues et qui jouissaient d'un soutien international, avec des ressources illimitées, bénéficiant de financement externe, etc., ce qui a pu être constaté dans les élections locales à Quito. Mais au moins, dans ce cas-ci, la voie démocratique a été utilisée. Aujourd'hui la réaction s'est approfondie et a perdu toutes limites et scrupules. Nous sommes face à un nouveau « Plan Condor ». Quarante ans auparavant, sa cible était la jeunesse qui croyait en un monde meilleur et s'opposait à la brutalité des dictatures militaires financées par le pays du Nord. Aujourd'hui, ses cibles sont les gouvernements progressistes de la région.

C'est pour cela que nous souffrons aujourd'hui du harcèlement et du boycott économique de notre chère Venezuela, du coup d'État parlementaire au Brésil, et de la judiciarisation de la politique comme nous le prouvent les cas de Dilma Rousseff, Lula Da Silva et Cristina Fernandez de Kichner, et, plus récemment, même de l'Équateur.

Les tentatives de destruction de l'UNASUR et de neutralisation de la CELAC, tentant de faire revivre la moribonde Organisation de États Américains, son évidentes, et souvent, effrontées. Ne parlons même pas de ce qui se passe actuellement pour le Mercosur. Même l'échec sonnante de l'ALCA au début du siècle tente d'être surmonté par la nouvelle Alliance du Pacifique.

En Amérique du Sud, actuellement, il ne reste que quatre gouvernements qui peuvent se qualifier comme progressistes. Je ne peux même plus compter parmi eux l'Équateur, à cause de tout ce qui se passe en ce moment dans ma Patrie.

Les difficultés économiques des pays comme le Venezuela ou le Brésil sont présentées comme des exemples du supposé « échec » du socialisme, alors que l'Uruguay, gouverné par la gauche, est le pays le plus développé au Sud du Rio Bravo, ou alors même que la Bolivie *jouit* des meilleurs indicateurs macro-économiques de toute la planète.

La droite veut revenir à tout prix et elle a la soif de vengeance, après dix ans de défaites successives.

Nous sommes peut-être les victimes de notre propre succès. Selon la CEPAL, pendant ces dix dernières années, presque 94 millions de personnes sont sorties de la pauvreté et font partie

maintenant de la classe moyenne régionale. Ceci peut être sans aucun doute attribué aux politiques des gouvernements de gauche.

Au Brésil, 37,5 millions de personnes sont sorties de la pauvreté entre 2003 et 2013, et font aujourd'hui partie de la classe moyenne. Néanmoins, ces millions de personnes ne se sont pas mobilisées lorsqu'un parlement accusé de corruption a destitué la Présidente légitimement élue, Dilma Rousseff.

Nous sommes aujourd'hui face à des personnes qui ont surmonté la pauvreté et qui maintenant, malgré l'amélioration de leurs conditions de vie, demandent encore plus, et se sentent pauvres, sans prendre comme référence ce qu'ils ont, et encore moins ce qu'ils avaient, mais plutôt ce à quoi ils aspirent. Nous appelons ce phénomène « prospérité objective et pauvreté subjective ». Ces personnes se laissent ainsi facilement emporter par les chants de sirène d'une droite qui, avec la complicité des médias, offre à tout le monde, un style de vie à la new-yorkaise.

## **ATTAQUES**

La nouvelle droite accuse les gouvernements progressistes d'être « idéologiques » et de manquer de technique lors de la gestion du développement national. Soit ils dissimulent soit ils ne comprennent pas que le développement est fondamentalement un problème politique, où l'orientation de la politique publique est nettement idéologique et, dans notre cas, cherche la priorité du public, c'est-à-dire, des grandes majorités.

Il est flagrant de voir comment le marketing et le discours bien ficelé de la nouvelle droite cherchent des indéfinitions politiques, ses représentants n'apparaissent pas comme des leaders politiques, mais plutôt comme des PDG qui ont réussi dans le monde de l'entreprise.

Mais ce sont les médias qui assument aujourd'hui le rôle des principaux partis d'opposition. Maintenant, se sont eux les vrais représentants du pouvoir politique entrepreneurial et conservateur.

La relation qui lie les capitaux des médias au secteur financier et des affaires est scandaleuse. Lorsque je suis arrivé au gouvernement, parmi les 7 chaînes nationales de télévision, 5 étaient sous la propriété du secteur banquier. Il n'existait même pas de télévision publique.

Nos démocraties doivent s'appeler des démocraties médiatisées, parce que les médias sont un élément plus important du processus politique, que les partis politiques et les systèmes électoraux. En effet, ils ont substitué à l'État de droit l'État d'opinion. Peu importe quel ait été le programme présenté pendant la campagne électorale et ce que le peuple, le souverain de toute démocratie, ait décidé dans les urnes. Ce qui compte réellement c'est ce qu'approuvent ou désapprouvent dans leurs titres quotidiens les médias.

Bien que cela soit un problème planétaire, compte tenu des monopoles médiatiques détenus par une poignée de familles, le problème est encore plus sérieux en Amérique Latine. Les médias montrent d'importantes lacunes éthiques et professionnelles, et une insolente participation en politique.

Le débat devrait poser la question si une société peut être réellement libre lorsque la communication, et particulièrement l'information, est fournie par des entreprises privées, à but lucratif.

C'est un pouvoir sans aucun contre-pouvoir, mais personne n'ose parler de cela, par crainte d'être stigmatisé comme un ennemi de la liberté de presse, bien que, depuis que la presse est apparue, la liberté de presse n'est rien d'autre que la volonté du propriétaire de l'imprimerie.

On accuse aussi nos gouvernements d'être « populistes », un concept assez flou qui est souvent associée avec la démagogie, l'irresponsabilité et l'absence de technique, et qui sert finalement à définir tout ce qui s'éloigne de la logique du marché et des canons des démocraties libérales occidentales.

On confond souvent ce qui est populaire avec le populisme. Dans le cas de mon gouvernement, il a été très populaire mais il fut aussi un des gouvernements les plus techniques de l'histoire de mon pays.

La double morale internationale est aussi impressionnante : si Angela Merkel cherche sa réélection en Allemagne, cela est qualifié comme une démocratie mûre et avec une grande capacité de leadership. Par contre, si un dirigeant politique latino-américain fait la même chose, ceci est qualifié de dictatorial et d'autoritaire.

Finalement nous pouvons dire que la soi-disant « lutte contre la corruption » est devenue un outil efficace pour détruire les processus politiques progressistes et populaires de notre Amérique. Le cas le plus emblématique est celui du Brésil, où une opération politique très bien ficelée a abouti à la destitution de la présidente Dilma Roussef après quoi, il a été démontré qu'elle n'était pas du tout coupable de ce dont on l'accusait. En ce moment, en Équateur, le même scénario du Brésil est en marche pour écarter le Vice-Président de la République du pouvoir.

Et bien sûr, on dit toujours que la corruption est de la faute de l'État. On parle maintenant aussi d'une confrontation entre la société civile et l'État, la première qualifiée de bonne et le second de mauvais, alors que l'État n'est autre chose que la représentation institutionnalisée de la société.

Qui peut s'opposer à une vraie lutte contre la corruption ? Ce fut justement une de nos principales luttes pendant les dix dernières années, et nous avons mis fin à une corruption institutionnalisée qui existait auparavant. Mais la soi-disant lutte anti-corruption dirigée par la droite et par les médias est tout à fait fausse et est utilisée comme un instrument d'attaques politiques, à l'image de ce qu'a été l'utilisation de la lutte contre le trafic de drogues dans les années 90, ou de la lutte contre le communisme. Pour parler d'une vraie lutte contre la corruption il suffirait par exemple d'interdire les paradis fiscaux, où est finalement concentrée toute la corruption que nous avons dû affronter.

On nous parle d'un manque de contrôle, d'une certaine acceptation des systèmes de corruption. Mais je me demande : quel type de contrôle permet de détecter un pot de vin payé sur un compte secret dans un paradis fiscal ?

En Équateur, les contrôles sont si stricts qu'il est obligatoire de déclarer l'origine des virements de plus de 10 000 dollars. Par contre, dans les paradis fiscaux, il est possible de déposer des millions, sans que personne ne contrôle rien du tout.

La réalité est donc bien différente. On peut citer aussi le cas d'Odebrecht, une entreprise de construction du Brésil qui a mis en place toute une structure de corruption dans 12 pays. On constate donc que la corruption, en grande partie, vient aussi du secteur privé. Dans des pays comme l'Allemagne, jusqu'à il n'y a pas si longtemps, les entreprises pouvaient même déduire de leurs impôts les pots de vin versés dans nos pays !

Il existe donc encore une énorme hypocrisie dans le monde à propos de la lutte contre la corruption.

Sur ce, il est important de signaler que l'Équateur est le premier pays du monde qui a approuvé au travers d'un referendum, une loi qui empêche aux fonctionnaires d'effectuer des opérations de n'importe quel type dans des paradis fiscaux. Mais bien que l'utilisation de ces endroits pour cacher de l'argent illégalement accumulé soit maintenant interdite, ils continuent à exister.

## **CONCLUSIONS**

Chers compagnons :

Ce sont des temps difficiles pour l'Amérique Latine, mais pas terribles. Nous ne sommes plus la gauche du 3% de voix. Nous sommes aujourd'hui une gauche avec une vocation à gouverner et qui a fait preuve d'importants succès.

Néanmoins, il est clair qu'il existe un retour du conservatisme, d'une droite nationale et internationale qui a vaincu son étourdissement de plus de dix ans de défaites politiques. Aujourd'hui cette droite s'est construit un nouveau discours, une nouvelle articulation, possède des ressources illimitées, elle détient le monopole des médias et profite des inévitables problèmes liés au pouvoir, comme le changement de cycle économique et des cas isolés de corruption.

Que peut-on faire face à tout cela ? Il ne nous reste qu'un seul chemin : je cite le grand Simón Bolívar, alors qu'il se retirait du Pérou soi-disant vaincu et victime de l'ingratitude.

Que peut-on faire face à tout cela ? Vaincre !

Hasta la victoria siempre !